

LE TEMPS

CHF 5.- / France € 4.60

SAMEDI 26 AOÛT 2017 / N° 5897

WEEK-END



SONS

Les algorithmes peuvent créer de la musique inhumaine ●●● PAGES 22, 23

GASTRONOMIE

Michel Guérard, ou les fours généreux d'un cuisinier de la minceur ●●● PAGE 27

LIVRES

«Kafka m'a révélé ma propre colère», par Metin Arditi ●●● PAGE 37

ÉDITORIAL

Quand la montagne s'éveillera

Les populations alpines seront, en Suisse, les premières victimes du réchauffement climatique. A qui douterait de cette évidence, la catastrophe de Bondo offre un rappel tonitruant, effrayant même.

Car s'il est vrai que les Alpes s'effritent depuis toujours (le tsunami du Léman, au VIe siècle, ou l'engloutissement de Derborence, au XVIIIe, le montrent assez), la hausse des températures accélère le rythme de ces événements dantesques, parfois meurtriers, que constitue l'effondrement de montagnes entières.

Selon la glaciologue Marcia Phillips, citée par le *Tages-Anzeiger*, le recul rapide du glacier qui solidifiait la base

Les populations alpines ont longtemps eu du mal à prendre pour argent comptant les cris d'alarme des scientifiques

du Cengalo semble être la cause immédiate de l'effondrement de mercredi. Ce qui veut dire que demain, des événements similaires, ou plus colossaux encore, se produiront un peu partout dans les Alpes.

En première ligne face au phénomène, les populations alpines ont longtemps eu du mal à prendre pour argent comptant les cris d'alarme des scientifiques. La montagne a toujours bougé et il en sera toujours ainsi, marmonnaient-elles avec fatalisme en s'appuyant sur la proverbiale «sagesse des anciens». Les habitants des vallées ont aussi été les plus rétifs face à l'écologie, souvent perçue comme une lubie inutile des habitants des villes.

Ce scepticisme n'est plus de mise aujourd'hui. A l'avenir, la Suisse va devoir s'équiper pour se prémunir contre des catastrophes d'une ampleur inimaginable. Cela implique un profond changement – on n'ose pas dire «de paradigme» – dans la façon dont sont aménagées les Alpes.

Au XXe siècle et jusqu'à aujourd'hui, celles-ci ont été équipées en vue d'un rendement maximal, du ski aux barrages hydroélectriques en passant par les résidences secondaires et l'agriculture. Il faut désormais raisonner davantage en termes de protection face aux risques venus des cimes. Ce qui impliquera de démanteler ou d'abandonner certaines installations datant d'avant le réchauffement.

L'administration fédérale a déjà prévenu: «La recrudescence des mouvements de terrain, en particulier dans des endroits jusqu'ici épargnés», va toucher «des zones urbanisées, des équipements touristiques, des barrages, des infrastructures routières et ferroviaires, des conduites de gaz et des lignes électriques dans les Alpes».

Face à l'imminence du danger, dresser des plans technocratiques à Berne ne suffit pas. Seule une prise de conscience de tous les acteurs de terrain (habitants, autorités, acteurs économiques, scientifiques) permettra une mobilisation efficace. Si l'effondrement du Cengalo peut y contribuer, il aura servi à quelque chose.

SYLVAIN BESSON
@SylvainBesson

Ignazio Cassis durcit le ton face à l'Europe

POLITIQUE Le favori dans la course au Conseil fédéral refuse la reprise automatique du droit européen, les «juges étrangers» ainsi que l'idée d'un accord institutionnel

Ignazio Cassis affiche la couleur: s'il est élu au Conseil fédéral le 20 septembre, il incarnera une ligne fermement attachée à la «souveraineté» de la Suisse et moins europhile que celle de l'actuel ministre des Affaires étrangères, Didier Burkhalter. Ce dernier avait revé

d'un accord institutionnel qui stabiliserait une fois pour toutes les relations entre Berne et Bruxelles. Il devait permettre la reprise dynamique, voire automatique, du droit européen dans les accords bilatéraux. Et il aurait soumis les différends sur l'interprétation du droit à une cour européenne. Autant d'éléments désormais inacceptables pour le Tessinois, qui fait figure de potentiel successeur de Didier Burkhalter.

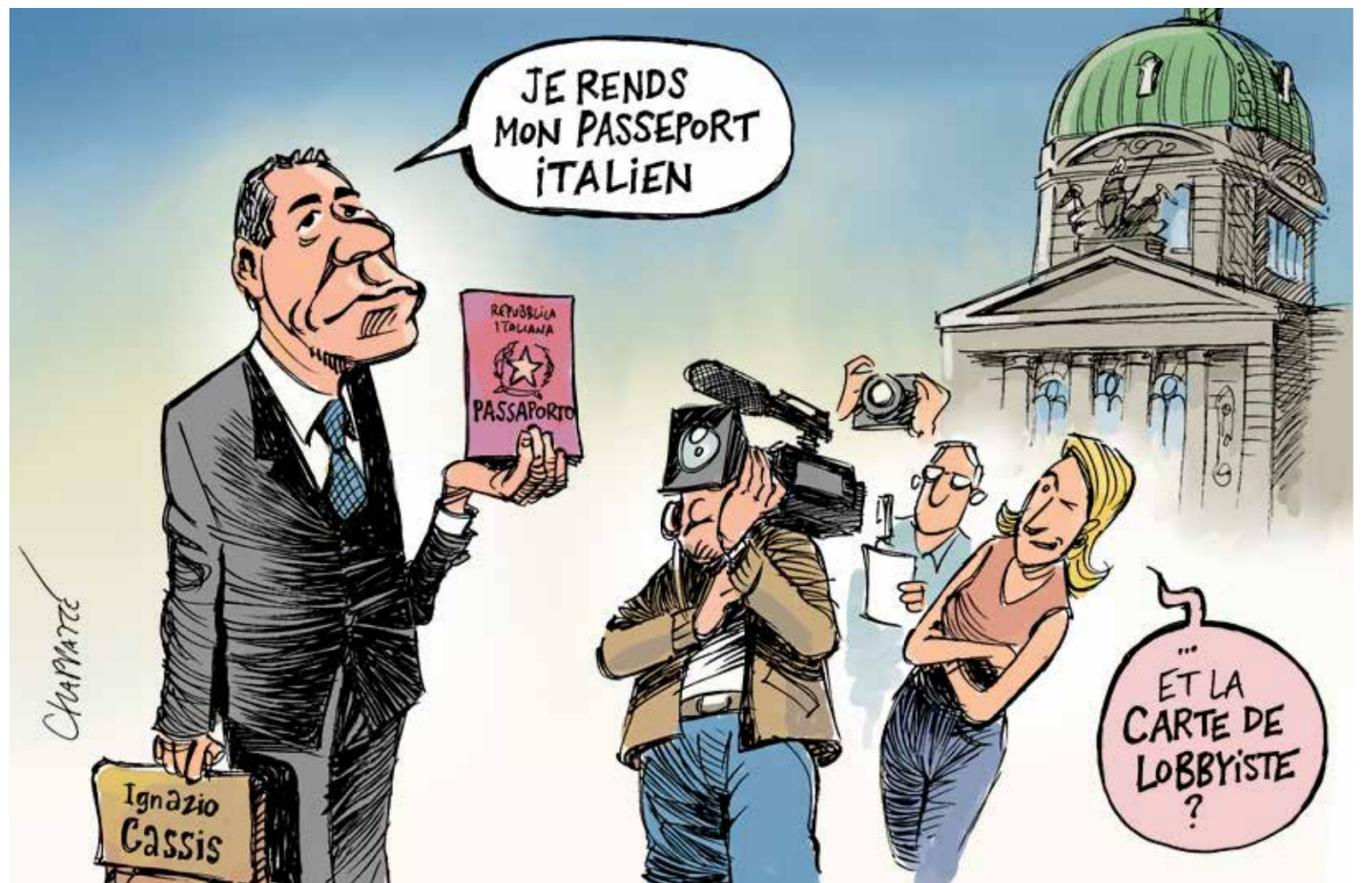
«Je refuse la reprise automatique du droit européen»

IGNAZIO CASSIS

«Je refuse la reprise automatique du droit européen, explique Ignazio Cassis dans un entretien au *Temps*. Il est tout aussi exclu que des juges étrangers décident du droit en Suisse. Notre souveraineté est essentielle.» Il estime que la Suisse a tout le temps de négocier une solution acceptable: tant que l'Union européenne est empêtrée dans le Brexit, «il faut éviter de se mettre sous pression». Le libéral-radical tessinois estime qu'un simple «accord

transversal», arbitré par un tribunal impartial, suffirait à élarger la jungle bilatérale, formée de quelque 120 accords sectoriels.

Pour le reste, Ignazio Cassis axe sa candidature au Conseil fédéral sur sa compétence, mais aussi sa capacité à représenter les italophones de Suisse. «Je crois qu'il existe un réel sentiment d'abandon au Tessin», explique-t-il, en insistant: «La Suisse sans l'*italianità* n'est pas la Suisse.»



SUISSE Le candidat libéral-radical tessinois a pris la décision de rendre son passeport italien. Parce que l'UDC refuse d'élire des binationaux? Il répond au «Temps»: «Non. J'y ai renoncé lorsque j'ai décidé de me mettre à disposition pour une candidature au gouvernement. Cela me paraissait simplement juste.»

●●● PAGES 8, 9

Les juifs américains en colère contre Donald Trump

ÉTATS-UNIS Les déclarations du président après les émeutes de Charlottesville ont ulcéré une bonne partie de la communauté. Des rabbins ont d'ores et déjà annoncé qu'ils boycotteraient une réunion traditionnelle avec la Maison-Blanche. Les incidents antisémites ont connu une hausse de 86% durant les trois premiers mois de l'année

●●● PAGE 5

Djourou, récit d'un achat

SPORT Le footballeur suisse jouera désormais au sein du club ture Antalyaspor, après quelque huit mois de tractations. Comment ce transfert s'est-il réalisé? *Le Temps* en explore les dessous avec l'agent du joueur. ●●● PAGE 3

Touristes du Golfe en mal de cash

ÉCLAIRAGE Les têtes couronnées du Moyen-Orient n'hésitent dorénavant plus à brader leurs bijoux à Genève pour maintenir leur train de vie. Certains ont décidé d'opter pour le prêt sur gages. Enquête. ●●● PAGE 19

8 Grande interview

«Le Tessin éprouve un réel sentiment d'abandon»

IGNAZIO CASSIS Le candidat italoophone soutient l'idée d'un vote populaire portant directement sur la libre circulation des personnes, débarrassé des non-dits qui ont entaché le scrutin sur l'immigration. Il rejette l'invitation de Pierre Maudet visant à appliquer au Tessin les mêmes recettes qu'à Genève

PROPOS RECUEILLIS
PAR BERNARD WUTHRICH, LUCERNE
@BdWuthrich

Des trois candidats à la succession de Didier Burkhalter, Ignazio Cassis est le moins connu en Suisse romande. *Le Temps* l'a rencontré cette semaine à Lucerne, entre deux rendez-vous, en marge de la campagne promotionnelle qu'il a menée avec ses deux rivaux, Isabelle Moret et Pierre Maudet.

Vous étiez médecin, vous êtes devenu politicien. Avez-vous troqué le prestige contre l'ingratitude? C'était une évolution graduelle. J'ai d'abord été médecin clinicien. L'épidémie du sida m'a ouvert les yeux sur l'aspect social et la santé publique. Puis, au moment où j'ai voulu aller me perfectionner dans l'épidémiologie à Atlanta, aux Etats-Unis, j'ai eu la possibilité de devenir médecin cantonal, à l'âge de 35 ans. C'était une occasion unique. J'ai postulé et j'ai été nommé. J'étais le gamin parmi mes pairs. J'ai été plongé dans un monde nouveau, je suis passé de l'académie à l'administration publique. Le médecin cantonal est un interprète. Il explique la médecine au politicien et la politique au médecin.

Mais la politique est ingrate, on y prend beaucoup de coups! Servir son pays n'a rien d'ingrat. Lorsque le PLR m'a demandé en 2003 de figurer sur la liste du Conseil national, on m'avait néanmoins averti: «Tu es fou? Tu seras critiqué, tu gagneras moins d'argent et tu ne seras élu que pour quatre ans.» Mais j'ai le goût de l'aventure.

Qu'espérez-vous apporter au Conseil fédéral? Mon expérience professionnelle et politique, mes valeurs, ma créativité, ma capacité à forger des alliances pour trouver des solutions concrètes et ma culture italienne qui enrichirait le débat au Conseil fédéral, organe qui cherche à ménager une série d'équilibres. Nous sommes en Suisse, un pays caractérisé par l'absence de concentration de pouvoir. On n'y admet pas de Napoléon.

Mais n'est-ce pas Napoléon qui a créé le Tessin? D'accord. Mais la Suisse est née du besoin de lutter contre la concentration de pouvoir. Contre l'empereur romain germanique, le pape et les Habsbourg. Dès qu'une tête dépasse, c'est le syndrome du champignon: on la coupe.

Avez-vous renoncé à votre passeport italien parce que l'UDC refuse d'élire des binationaux au Conseil fédéral? Non. J'ai renoncé lorsque j'ai décidé de me mettre à disposition pour une candidature. Cela me paraissait simplement juste.

Vous parlez de votre italianité. Le Tessin se sent-il incompris du reste de la Suisse? Oui, je crois qu'il existe un réel sentiment d'abandon. Le Tessin ne représente que la moitié des italophones en Suisse, soit 8,2% de la population, qui n'ont pas de lien émotionnel et symbolique avec le gouvernement. Cela affaiblit la confiance qu'ils ont dans les institutions. Bien sûr, il y a eu de longues périodes sans Tessinois au Conseil fédéral mais, lorsque ont surgi des difficultés au sud de la Suisse et dans les relations avec l'Italie, on en a nommé un.

En quoi le Tessin est-il davantage légitimé qu'un autre canton à avoir un conseiller fédéral? Le problème n'est pas cantonal, mais national. C'est une région linguistique qui doit être représentée au Conseil fédéral, pas un canton. La Suisse sans l'*italianità* n'est pas la Suisse.

Economiquement, le Tessin va-t-il si mal que cela? Non, pas du tout. L'économie va bien, elle produit beaucoup plus d'emplois que les Tessinois ne peuvent en occuper. Nous avons un taux de chômage de 3,2% seulement.

Mais alors? Lorsque les frontaliers, qui étaient entre 30 000 et 40 000 dans les années 2000, n'occupaient que des postes peu qualifiés, cela ne dérangeait personne. Mais lorsque le secteur tertiaire a commencé à recruter du personnel frontalier plus jeune et plus flexible à un salaire inférieur, cela a créé une blessure sociale. Il y a eu des dérapages. Ils ont déclenché ce ras-le-bol qui a obligé le canton à décréter des contrats types de travail. Une évolution qui n'était pas forcément mauvaise dans la mesure où elle augmentait la productivité. Mais elle a été trop rapide.

Pierre Maudet, qui vient lui aussi d'une région frontalière, a créé l'Inspection paritaire des entreprises (IPE) pour lutter contre le dumping social. Pourquoi le Tessin n'a-t-il pas fait la même chose? Parce que notre manière de faire n'est pas la même. On ne peut résoudre les problèmes de la France avec les recettes de l'Allemagne ni celles de l'Italie avec celles de la France. Une idée genevoise ne fonctionne d'ailleurs pas forcément dans le canton de Vaud! C'est cela, la Suisse.

Vous venez du canton qui a largement approuvé l'initiative de l'UDC sur l'immigration. Vous avez prôné une mise en œuvre très «light». Comment vendez-vous cela à la population? J'ai expliqué que le maintien des accords bilatéraux était prioritaire et qu'une application à la lettre de cette initiative aurait menacé la voie bilatérale, qui reste à mes yeux la voie royale. La solu-

tion choisie accorde la préférence à notre main-d'œuvre indigène, avec des seuils par groupes de branches et par régions. Elle limite l'immigration de la manière la plus sévère possible.

Etes-vous sûr que votre message est passé? De l'extérieur, on a l'impression que les Tessinois ne sont pas très attachés à la libre circulation des personnes... En dénonçant l'accord sur la libre circulation, on met fin à tout le premier paquet bilatéral. Ce message-là n'est pas encore passé. Je suis sûr que les gens comprendront qu'il faut préserver l'accès à un marché de 500 millions de consommateurs sans lequel notre prospérité régresserait, ce que personne ne veut.

Vous êtes donc favorable à un vote sur la libre circulation des personnes? Oui, mais avec une totale transparence envers la population. L'initiative sur l'immigration n'était pas compatible avec la libre circulation à laquelle sont liés d'autres traités. Les initiants n'ont pas dit toute la vérité au peuple. Arrêtons la langue de bois politique et posons clairement la question.

Les relations entre la Suisse et l'Europe sont liées à la conclusion d'un accord institutionnel. Etes-vous pour ou contre un tel accord? Je suis pour la voie bilatérale, qui comprend déjà plus de 120 accords avec des règles spécifiques pour chacun d'eux. Leur gestion est devenue très bureaucratique. Il faut la simplifier et clarifier le règlement des différends.

Vous n'avez pas répondu à la question... Pour simplifier la situation actuelle, il nous faut un accord transversal. Parler d'un accord institutionnel ne sert à rien, car il n'existe pas, même sous la forme d'un brouillon. C'est du contenu qu'il faut parler.

Où se situent vos lignes rouges? Je refuse la reprise automatique du droit européen. Il est tout aussi exclu que des juges étrangers décident du droit en Suisse. Notre souveraineté est essentielle. J'ajoute qu'il faut éviter de se mettre sous pression. Au sein de l'UE, personne n'a dit que les accords bilatéraux allaient être dénoncés si une solution n'était pas trouvée d'ici à la fin de l'année. L'UE a actuellement un gros problème avec le Royaume-Uni. Laissons-nous le temps de voir comment la situation évolue.

Que pensez-vous d'une cour internationale – avec un juge désigné par la Suisse, un deuxième par l'UE et un troisième comme arbitre – pour trancher les différends? On peut en effet imaginer un tribunal arbitral composé de membres des deux parties

ou alors relancer l'option d'un élargissement de la Cour de l'AELE. C'est à nos spécialistes de trouver la meilleure solution technique.

Vous combattez la Prévoyance vieillissante 2020, qui propose de réformer ensemble le 1er et le 2e pilier après que des réformes séparées de l'AVS et du taux de conversion du 2e pilier ont échoué. Si vous gagnez, qu'auriez-vous vraiment gagné? Le plan B. On pourra très rapidement présenter une réforme similaire mais sans extension de l'AVS...

C'est-à-dire sans la hausse des rentes de 70 francs par mois? Oui. C'est le poison de cette réforme. Il n'est pas honnête de dire à la population qu'on veut consolider les assurances sociales alors qu'en réalité on les étend et on endette notre système de prévoyance par une distribution généralisée des 70 francs, sauf à ceux qui sont déjà retraités. Je ne peux pas assumer cela.

Mais que proposez-vous pour la baisse du taux de conversion, qui a déjà été refusée une fois et de manière assez nette? On a voté à ce sujet en 2010. On votera en 2019 ou 2020. Je pense que les gens comprendront peu à peu que l'évolution démographique nous oblige à regarder la réalité en face et que ce taux de conversion doit être abaissé.

Sans compensation? Avec des compensations à l'intérieur du 2e pilier lui-même, mais pas avec

PROFIL

1961 Naissance à Sessa (TI).

1987 Diplôme de médecine humaine à l'Université de Zurich.

1996 Diplôme en santé publique à l'Université de Genève.

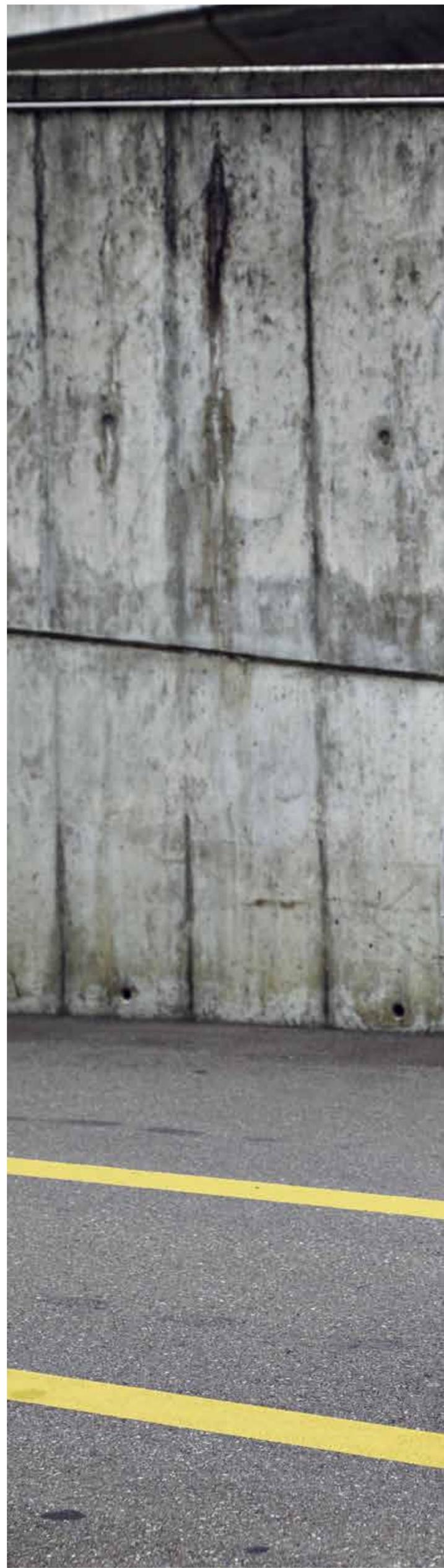
1996 Médecin cantonal de la République et canton du Tessin.

1997 Thèse de doctorat à l'Université de Lausanne.

2007 Election au Conseil national.

2013 Président de Curafutura.

2015 Président du groupe parlementaire PLR.





LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Quel est le fond d'écran de votre ordinateur?
De très belles images de la Suisse.

Si vous deviez changer quelque chose à votre biographie, que changeriez-vous?
Avoir des enfants.

Si vous étiez un animal, lequel seriez-vous?
Un cheval de la race franches-montagnes.

Quelle est la plus vieille chose que vous possédez?
Une Motoguzzi Airone 250 cc de 1952, héritée de mon père.

Quelle est l'application la plus précieuse de votre téléphone portable?
CFF.

Qu'est-ce que vous n'oubliez jamais de prendre lorsque vous partez de votre domicile?
Ma tête.

Quel est votre plat préféré?
Les gnocchis aux tomates.

Que ne mangeriez-vous jamais, même sous la torture?
Mon âme.

Quel talent n'aurez-vous jamais?
La gestion multitâche des femmes.

Si vous deviez résumer la Suisse en un lieu, quel serait ce lieu?
L'Hospice du Saint-Gothard.

une extension de l'AVS. C'était le modèle proposé par le Conseil fédéral et le Conseil national. Si c'est non le 24 septembre, faisons comme avec la réforme de l'imposition des entreprises: après l'échec de février dernier, on a rapidement remis l'ouvrage sur le métier en éliminant les éléments qui ont provoqué cet échec.

Comment expliquez-vous la position des organisations patronales romandes, favorables à la PV 2020?
Elles ont changé de position. Le Centre patronal a d'abord dit non, et il dit oui maintenant. Je ne m'explique pas ce revirement.

Vous présidez la Commission de sécurité sociale du Conseil national, qui traite ce dossier. Ne vous êtes-vous pas approché de ces organisations pour comprendre leur position?
Nous nous sommes rencontrés. Ces organisations nous ont communiqué leur position: elles considèrent qu'il vaut mieux cette réforme-là que rien du tout. De notre côté, nous estimons qu'il vaut mieux rien que cette réforme-là. Nous sommes convaincus que l'on peut mieux faire, mais pour cela il faut commencer par voter non à la PV 2020.

Le plan B, est-ce la retraite à 67 ans?
Pas immédiatement. Notre plan B ne prévoit pas la retraite à 67 ans. A moyen terme, cependant, nous ne pourrions pas y échapper. Si l'on vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps ou être prêt à payer des cotisations beaucoup plus élevées. Et il n'est pas correct d'imposer cette charge aux jeunes, car



Médecin cantonal, Ignazio Cassis accueille le Congrès médical suisse à Lugano en 2002, en compagnie de Jacques de Haller (au centre), représentant des généralistes, et de Robert Haemmig, président des médecins de l'addiction. (KEYSTONE)



Le 4 juin 2007, Ignazio Cassis prête serment au Conseil national en compagnie de trois autres nouveaux venus: les trois socialistes Josiane Aubert, Andy Tschümperlin et Marina Carobbio. (KEYSTONE)



En compagnie de Filippo Lombardi et de Jean-François Rime, il distribue des saucissons tessinois pour promouvoir le deuxième tunnel routier du Gothard en 2016. (KEYSTONE)

ils seront toujours moins nombreux par rapport aux retraités.

Pour faire passer la retraite à 67 ans, une autre votation populaire sera nécessaire et il faudra la gagner. Est-ce réaliste?
Je le pense. La Suisse a bien rejeté l'initiative qui voulait six semaines de vacances.

Est-ce vraiment comparable?
Le principe est à peu près le même. Le peuple suisse est capable d'assumer ses responsabilités.

Allez-vous montrer l'exemple vous-même? Vous avez 56 ans. Resterez-vous au Conseil fédéral jusqu'à 67 ans si vous êtes élu?
On ne s'engage pas dans une telle campagne pour ne rester que trois ou quatre ans au gouvernement. Si je suis élu, j'y resterai une dizaine d'années. Notez que l'âge réel auquel les gens prennent leur retraite augmente de trois ou quatre mois par an. Dans cinq ans, l'âge de la retraite réel sera plus élevé que l'âge de la retraite légal. J'en suis convaincu.

Pourtant, l'économie continue d'utiliser l'instrument de la retraite anticipée et engage difficilement les personnes de plus de 50 ans.
Le tableau que vous décrivez ne concerne de loin pas l'ensemble de l'économie. De nombreuses entreprises ont besoin de gens de plus de 50, 60, voire 65 ans, qui ont envie de travailler plus longtemps mais ne le font pas parce qu'ils n'y sont pas suffisamment incités.

Comment les y encourager?
En flexibilisant les mécanismes de l'AVS et de la prévoyance professionnelle afin d'inciter les gens à

travailler plus longtemps et à augmenter ainsi leur capital de rente. C'est prévu dans la PV 2020. Cet aspect de la réforme n'est pas contesté. Il peut être repris rapidement si c'est non le 24 septembre.

Vous présidez Curafutura et êtes perçu comme le lobbyiste des caisses maladie... Les assurances maladie ont mauvaise réputation. Mais c'est un faux débat. La Constitution attribue aux associations un rôle institutionnel et la Suisse ne fonctionne pas sans elles. C'est valable pour les assureurs maladie comme pour les syndicats ou les organisations environnementales. Elles rassemblent le savoir technique, cherchent des consensus entre les acteurs et nourrissent le débat politique. Cela permet au parlement de milice de faire son travail législatif. Curafutura m'a permis de mieux comprendre comment les assurances maladie fonctionnent et de découvrir aussi ce pilier de notre système de santé.

Vous ne parlez guère du défi numérique. N'est-ce pas important pour vous?
C'est un défi important. L'expression «numérisation de la société» est apparue au WEF de Davos il y a deux ans. Or, cela fait quinze ans déjà que le virage a été amorcé. J'ai fait partie de ceux qui ont lancé la première carte digitale de santé et les projets eHealth. Je participe aujourd'hui au mouvement Digital Switzerland. C'est une évolution permanente et transversale. Avec nos hautes écoles, nous sommes très bien positionnés en Suisse et notre économie équilibre. ■